



## Forum pour la coopération UE-Chine post-COVID-19

后疫情时代的中欧合作研讨会

Forum co-organisé par The Bridge Tank et l'Ambassade de Chine en France

15 octobre 2020

### Compte-rendu de session

### Relance économique, énergétique et écologique entre la Chine et l'UE

**Modérateur** - Raphael Schoentgen, Co-Fondateur et Partner, Hydrogen Capital Partners et membre du Board, The Bridge

#### Participants

Brune Poirson, *vice-Présidente de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, ancienne Secrétaire d'Etat à l'Ecologie*

Ding Yifan, *Chercheur, Institut de développement mondial, Centre de recherche sur le développement du Conseil des Affaires d'Etat de Chine*

Thomas Melonio, *Directeur exécutif Innovation, recherche et savoirs, Agence Française de Développement*

Cette discussion s'est tenue en deuxième partie du séminaire d'initiative pour la coopération UE-Chine.

#### Introduction de Raphaël Schoentgen

Il se pose parfois à Paris des bases du dialogue mondial sur la transition énergétique. La Chine se positionne pour être neutre en carbone à l'horizon 2060. Les échanges sont réellement bilatéraux en ce qui concerne la transition énergétique. L'ensemble des Etats devra ensuite définir sa propre feuille de route et cela représente déjà un gros effort de préparation, et donc de planification. La réserve en euros de la Chine est de 27%, l'Europe est le premier marché mondial et le premier partenaire économique de la Chine. La Chine et l'Europe ont donc un intérêt à dialoguer et se comprendre.

Nous sommes à la fin d'un premier grand cycle : il y a eu beaucoup de coopérations bilatérales entre la France et la Chine sur de grands secteurs industriels, par exemple sur le nucléaire, l'aéronautique, ainsi que sur l'automobile. La coopération chinoise s'est étendue à d'autres pays européens mais aussi à d'autres pays asiatiques (Japon, Corée) et bien entendu aux États-Unis.

Il y a différents pôles à considérer : la Chine, l'Europe, les Etats-Unis se positionnent par rapport à un dialogue qui peut se durcir. Existe-t-il des positionnements économiques de même force ? Et sont-ils de même nature au niveau du développement durable et du changement climatique qui sont nos enjeux communs ? Et si on regarde plus loin, au niveau plus local en Chine ou en Europe, voit-on une coopération économique indépendante qui se poursuit même lorsque la coopération politique ne suit plus ?

N'avons-nous pas, indépendamment de la politique, un enjeu de coopération à développer, que ce soit l'Europe, la Chine, les Etats-Unis, et d'autres Etats de l'Amérique du Sud et de l'Afrique par rapport à des enjeux supérieurs comme la transition énergétique et le changement climatique ?

#### Intervention de Brune Poirson

Je ne rate jamais l'occasion de dialoguer et d'engager une connaissance mutuelle, avec la Chine en particulier. Il est nécessaire de coopérer avec la Chine si l'on veut respecter l'Accord de Paris et la France,

pays hôte de cet accord, en a quelque part la responsabilité. Cette responsabilité particulière nous demande de tout faire pour préserver et mettre en œuvre l'Accord de Paris.

Les Etats-Unis ont quitté l'Accord de Paris. Nous nous sommes retrouvés dans une situation où il nous fallait trouver d'autres alliés, et la Chine s'est trouvée être une alliée naturelle sur ces sujets-là. Bien sûr, nous n'avons pas la même façon de construire et de mettre en œuvre les politiques publiques mais cela reste un acte très fort.

Le CoVid n'a fait qu'accentuer des tendances fortes et sous-jacentes, comme le protectionnisme américain. Cela a permis à l'Europe d'accélérer sa vision que, quelque part, l'environnement est un outil de puissance et de pouvoir pour l'Union européenne. En particulier avec le Green Deal, qui s'est ensuite transformé en plan de relance.

Une vision du monde, du commerce avec d'autres zones est inscrite dans le Green Deal. Cela montre une volonté européenne de réinvestir et s'industrialiser avec la transition écologique, permettant à l'Europe de prendre la main sur son destin, preuve en est la loi Climat votée au Parlement Européen.

Pour l'UE, tout pourrait presque se jouer dans les prochaines semaines. Les chefs d'Etats européens, au prochain Conseil européen, doivent réussir à montrer qu'ils sont engagés et ambitieux, donc qu'ils revoient à la hausse leurs objectifs de réduction des gaz à effet de serre. La présidente de la Commission, Mme Von Der Leyen, a placé l'objectif : l'UE sera neutre en émission de GES en 2050, mais aussi à -55 % des émissions de CO2 en 2030 par rapport aux émissions de 1990. Les chefs d'Etats doivent maintenant accepter leur responsabilité et envoyer un signal fort pour relever les ambitions des objectifs nationaux. Cela montrera que l'on peut avancer tous ensemble sans avoir besoin des États-Unis.

Cela est d'autant plus important que la Chine a un rôle à jouer sur la biodiversité, une question trop souvent laissée de côté. Pour atteindre la neutralité carbone en 2050, nous avons besoin de ce puits de carbone qu'est la nature. La Chine accueille la COP15 sur la biodiversité. Il y a donc un enjeu majeur de coopération entre l'UE et la Chine sur ce sujet. La Chine a rejoint les pays développés et s'est engagée dans des objectifs ambitieux. Elle est maintenant attendue sur sa capacité à engager d'autres pays dans l'effort collectif. Si nous n'arrivons pas à faire ça, nous devons alors douter de la capacité humaine à lutter contre le changement climatique à l'international.

### **Intervention de Ding Yifan**

Je viens d'avoir une discussion avec Nicolas Chapuis, représentant permanent de l'UE en Chine, à Pékin. Il y a de fortes possibilités de coopération entre la Chine et l'Europe. On a mentionné notamment le développement de nouvelles énergies.

Xi Jinping a affirmé son engagement pour réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone en 2060. Cependant, ce n'est qu'en 2030 que la Chine arrivera à son pic d'émissions. Il y aura par la suite une réduction continue jusqu'à neutralité.

M. L'ambassadeur européen en Chine, Chapuis, concède l'effort vu la part du charbon dans le mix énergétique de la Chine. En effet, brûler du charbon est la manière la moins coûteuse de produire de l'énergie. Datong est une ville de la région houillère la plus riche de Chine, le Shanxi, et elle pourrait tenir 200 ans de réserve de charbon au rythme d'extraction actuel. Cette ville a décidé d'investir beaucoup d'argent (plus de 100 milliards de yuan) pour essayer de se transformer en 5-10 ans en une capitale de l'économie hydrogène. Cela implique de s'appuyer sur une nouvelle technologie pour transformer le charbon en H2 sans provoquer d'autres émissions de GES. Cela permettra de faire du charbon non plus un fardeau, mais un atout transformé en H2.

Tout cela dépend d'innovations technologiques et la Chine investit largement dans beaucoup de secteurs, dont l'hydrogène, pour réduire les émissions de GES et promouvoir d'autres usages de l'énergie. Il y a dans ce domaine-là de grands espaces de coopération entre l'UE et la Chine. Par exemple actuellement, Air Liquide est une entreprise française qui maîtrise la technologie de liquéfaction d'hydrogène pour l'usage, le transport... On peut espérer raisonnablement qu'Air Liquide fournisse les matériels et les technologies pour ces vastes transformations territoriales via des Comprehensive Agreement Investment (CAI). Par exemple au Japon, il y a déjà une coopération avec Air Liquide.

Cela ne représente qu'un secteur de coopération. La Chine est le plus grand producteur de turbines, d'éoliennes et de panneaux solaires. On peut aussi envisager des coopérations sur ces équipements, ainsi qu'avec des pays tiers comme en Afrique.

Actuellement, la Chine est en train de négocier avec l'UE un accord d'investissement bilatéral, le CAI. On peut arriver à un accord qui fixerait les règles d'un investissement futur des deux parties. De part et d'autre, les dirigeants ont décidé de pousser à l'avènement de ces accords avant la fin de l'année. Il faut mobiliser en ce sens le Parlement et la Commission européenne pour faire avancer les négociations. Le gouvernement chinois est prêt à des concessions pour parvenir à un accord.

Cet accord est nécessaire car il arrive à un moment critique de l'histoire. En cas d'échec, l'économie mondiale risque une récession mondiale prolongée. Il faut donc pousser pour que les négociations se tiennent et aboutissent d'ici la fin de l'année.

### **Intervention de Thomas Mélonio**

L'AFD est un des instruments de la politique française pour la promotion de la transition énergétique et écologique dans le monde. Je rejoins Brune Poirson : quelles que soient les relations bilatérales, l'enjeu du développement durable reste essentiel et justifie une coopération. L'empreinte carbone des Européens dépend des politiques énergétiques de la Chine, du fait des nombreuses importations réalisées par l'UE. Il y a donc un grand intérêt à travailler aux transitions énergétiques entre l'Europe et la Chine. Mais il faut inclure les pays tiers, ce que fait souvent la Chine. Elle est souvent le premier bailleur bilatéral, sous formes de prêts, pouvant aller de 20, 30, à 40% de prêts aux Etats.

J'ai été directeur de l'AFD en Chine et j'ai pu faire une visite dans le Shanxi : la référence aux régions houillères du Nord de la France est utilisée par la province et pourrait être utilisée dans d'autres provinces charbonnières. L'enjeu pour la Chine est de ne pas reproduire notre développement avec ses crises sociales, mais bien d'anticiper et de faire le saut avec de nouvelles activités dans ses territoires de charbon. Il en va de l'intérêt mondial de ne pas brûler le charbon qui se trouve dans les terres du Shanxi. Il y a eu des discussions pour anticiper les risques de transition rapide dans les zones. Des chercheurs européens dont certains français, et des chercheurs chinois se penchent sur ces questions et montrent qu'il peut y avoir des coopérations intellectuelles entre la Chine et la France, pour planifier l'avenir et prévoir une transition équitable socialement et efficace environnementalement. Avec l'AFD on a des exemples très fructueux en Afrique du Sud par exemple.

La Chine joue également un rôle dans le réseau des Banques Centrales et des Banques d'investissements. Ce réseau s'est engagé pour la transition climatique avec une vision qui est celle de l'établissement financier, mais aussi de planifier l'avenir et mesurer les risques si jamais on n'accélère pas la transition énergétique.

La soutenabilité de la dette va devenir une question majeure également pour obtenir un agenda climat. Compte tenu de la place de la Chine, majeure en Afrique mais aussi en Amérique latine et même en Europe, le rapprochement UE-Chine est un enjeu très important.

La France a un rôle particulier car nous hébergeons le Club de Paris, qui anime le travail des bailleurs bilatéraux lorsqu'il y a des crises de dettes. La Chine l'a rejoint comme observatrice, mais une avancée serait de le rejoindre à part entière. L'Inde a rejoint le Club comme membre plein déjà – ce club occidental s'est ouvert aujourd'hui.

Le Ministère des Finances chinois a lancé un cadre pour la soutenabilité de la dette : un champ commun d'intérêt est donc bien ouvert, avec la problématique de l'endettement plus élevée dans le monde, d'autant plus avec la crise sanitaire. Malheureusement en France, nous allons avoir encore de nouvelles restructurations pour lesquelles une coordination des bailleurs serait souhaitable, pour éviter que « personne ne bouge », attendant que l'autre fasse le premier effort.

Cela ne peut marcher que si chacun accepte de faire un effort similaire, pour améliorer les conditions financières et parvenir à une soutenabilité de la dette.

L'agenda avec la COP15 de Kunming a été décalé, mais je suppose que comme lors de la COP21 à Paris, les engagements seront discutés quant aux pays en développement et proportionnels quant aux les engagements que doivent prendre les pays les plus avancés. D'une certaine manière, le statut de la Chine a

encore évolué depuis 2015 et son implication sur la question de la biodiversité reste un facteur clé pour le succès de la COP15.

Au moment de la COP21, la Chine était déjà importante, mais aujourd'hui les choses sont différentes : la Chine sera attendue pour sa propre contribution mais aussi pour sa capacité à faire bouger les autres. Ce qui serait positif : j'encourage les acteurs chinois à s'engager pour la biodiversité même en dehors de leurs frontières.

Chaque pays va venir avec sa proposition nationale, ce qui représente un effort important de préparation, mais il y a aussi des puissances qui peuvent faciliter cet accord en apportant des moyens qui peuvent faire avancer les négociations.

### **Brune Poirson**

Nous avons devant nous un grand enjeu de cohérence.

Tout d'abord dans les investissements : nous ne pouvons d'un côté investir dans le vert et continuer de l'autre à investir dans le brun.

Ensuite, cohérence par les Etats. Par exemple en Chine. Quand, Ding Yifan, vous évoquez la transition des régions charbonnières en 5-10 ans, cela nous permet en France de montrer qu'il est possible d'avoir une transition rapide et impressionnante, et cela représente pour vous un outil puissant de soft power. Mais de l'autre côté, sur les Routes de la Soie, je vois plutôt des routes du charbon. Est-ce que là encore, la realpolitik (influence et recherche du pouvoir) ne dicte pas les choses ? Elle domine souvent, mais n'y a-t-il pas moyen de lier cette politique aux transitions ?

### **Raphaël Schoentgen**

Puisque vous comptez laisser le charbon dans le sol –ou capturer le CO2- et passer à l'H2, ne serait-il pas le moment de mettre de l'H2 sur les routes de la Soie ? Aussi, n'y a-t-il pas d'autres sujets à aborder ? Par exemple d'apporter un débat sur le normatif. De se dire que nos normes, communes, sur des projections comme les Routes de la Soie pour vous ou les travaux de l'AFD pour nous, nous poussent vers un enjeu de coordination ?

### **Ding Yifan**

Avec le Belt & Road Initiative (BRI), nous renouvelons les routes de la Soie, route de commerce millénaire. Le renouvellement de cette route commerciale était avant tout une idée européenne et particulièrement Franco-Allemande. Au moment des Lumières, des géopolitologues français et allemands, ont pensé que la meilleure façon de faire face à la rivalité anglaise et sa puissance maritime était de construire des chemins de fer de sorte à relier l'Europe avec la Chine. La Chine était alors considérée comme l'origine de la richesse : les Européens souhaitaient donc développer un commerce bilatéral. On a eu des tentatives similaires du temps de Leibniz, scientifique allemand, qui a persuadé le Tsar de Russie d'aider les français et allemands à réaliser ce projet. En effet, un chemin de fer reliant Europe et Chine traversait nécessairement la Russie. Bien sûr, le développement du colonialisme européen a interrompu ce processus de rapprochement. La Chine a été battue par les anglais puis les français.

Aujourd'hui, la Chine a repris ce rêve à son compte. Cette fois, on a réussi. Pendant l'épidémie, la voie commerciale la plus active a été le chemin de fer entre l'Europe et la Chine. Pendant les premiers 6 mois de l'année, nous avons envoyé plus de 1000 trains en Europe pour livrer les produits nécessaires aux européens. Nous devons donc continuer à faire avancer la BRI, qui pourrait jouer un rôle très important comme échangeur de marchandises, mais aussi d'éléments culturels (le bouddhisme, le christianisme...).

### **Thomas Mélonio**

Est-ce que les Routes de la Soie ne sont pas une équation beaucoup plus large, planétaire, passant par les ports ? Dans ce cadre-là, comment voyez-vous la relation chinoise avec ces différents pays et par rapport à ces infrastructures et dans une transformation avec une équation climatique ?

### **Ding Yifan**

C'est souvent la Chine qui prend en charge l'initiative : la construction d'infrastructures dans des pays d'Asie centrale, d'Europe de l'Est (Kazakhstan, Biélorussie, ASEAN) ... On doit travailler main dans la main pour aider ces pays à construire leurs infrastructures, dont ils manquent énormément (aéroports, ports, etc). Il aurait fallu que les entreprises chinoises trouvent des partenaires européens crédibles pour construire ensemble ces projets et des parcs industriels. Car la Chine a aidé ces pays à construire le long de la BRI des parcs industriels. A la fois pour diversifier la structure économique chinoise, et pour répondre à un besoin de ces pays de s'industrialiser. Finalement, même l'investissement dans la construction nécessite des pièces détachées qui impliquent donc une industrialisation de ces pays pour finaliser leurs projets d'investissements. Là-dessus, Chinois et Européens peuvent coopérer ensemble.

### **Thomas Mélonio**

Remarque sur l'utilisation du pluriel « des » Routes de la Soie. Il y a deux ans, environ 70 pays étaient considérés comme faisant partie du périmètre des Routes de la Soie. Puis, 138, puis j'ai perdu le compte. Ce projet n'est pas figé, et dynamique. Dans la phase 1 d'expansion très rapide, les énergies fossiles ont pris une place très importante, que ce soit dans les prêts de la CDB ou autres banques commerciales et entreprises publiques.

Le président chinois parle de BRI qui serait moins dans la rapidité et plus qualitatif, avec moins d'énergies fossiles à partir d'aujourd'hui mais ce serait à confirmer. Une inflexion reste cependant possible.

Ce projet a des capacités d'adaptation, permettant de répondre aux besoins actuels soit une économie décarbonée. Il faut une cohérence entre l'interne et l'externe dans la politique chinoise.

### **Raphaël Schoentgen**

Voyez-vous une capacité de mobiliser de la finance internationale en s'appuyant sur les capacités chinoises et françaises pour l'orienter vers les projets qui nous permettraient collectivement de faire avancer cet agenda climatique ?

### **Brune Poirson**

Oui en théorie, mais aussi en réalité. Les financements sont là, l'argent est là. Cependant, pas dans le volume suffisant pour assurer un développement décarboné. Ce qui n'est pas la faute des banques de développement : il manque un courage politique pour l'utilisation de l'argent. Ne serait-ce pas le moment d'entrer dans un développement 2.0, avec un travail beaucoup plus étroit entre bailleurs internationaux, pour faire un effet de levier sur des financements par exemple privés, de façon beaucoup plus massive en passant à l'échelle ? La France donne-t-elle ce type d'ordre elle-même aux conseils des grandes banques ? je ne le pense pas. Maintenant, nous avons des outils financiers qui sont présents, mais pas à la hauteur ni au volume nécessaires. La Chine n'est pas surendettée comme nous pouvons l'être donc vous avez une influence majeure.

### **Thomas Mélonio**

Les Banques de développement, constituent une base de données à l'AFD et avec notre partenaire l'université de Pékin. Nous pouvons donc mesurer le rôle des banques d'investissement dans le monde (Afd, Exim, Caisse des dépôts...) : elles représentent 12% des investissements dans le monde.

Ce n'est pas que le volume doit bouger, mais souvent beaucoup d'investissements doivent aller vers d'autres formes d'énergies. C'est le rôle maintenant aussi des banques privées et de tous les gestionnaires d'actifs.

Le travail que nous devons faire avec les banques de développement est de d'abord balayer devant notre porte : en Europe, nous devons verdir nos actions et sortir des investissements qui ont un impact sur le changement climatique.

On a financé beaucoup de projets expérimentaux en Europe sur le solaire. Ces activités sont aujourd'hui de plus en plus financées par le privé. Nous avons pour mission de faire une preuve que les investissements sont possibles.

### **Raphaël Schoentgen**

Il y a une équation : les acteurs publics et les banques de développement peuvent montrer un chemin, mais quelque part il y a besoin que les acteurs privés viennent en complément.

Exemple de l'hydrogène : de nombreux pays ont démontré leur intérêt dans ce domaine. Nous sommes dans des équations où l'argent est là, mais cette abondance d'argent public paraît presque suspecte. Les acteurs considèrent que cela montre que le secteur reste encore risqué, et qu'il faut encore attendre puisque le secteur privé n'est pas encore prêt.

La Chine a énormément investi d'argent sur les technologies, tout comme les Européens. Vous avez également beaucoup d'argent du côté de la dette. Et au milieu, les entreprises privées européennes, chinoises, américaines qui devraient s'engouffrer ne le font pas. C'est donc une prise de conscience à prendre : il y a un gap que la finance privée doit remplir. Quelle est votre vision du développement de la finance privée au service de la transition énergétique chinoise, interne et en dehors des frontières de la Chine ?

### **Ding Yifan**

La finance privée est très active dans le financement de nouvelles technologies en Chine.

Les fonds de private equity ont joué le rôle de pionniers en financement privé dans les secteurs de pointe. En plus, le private equity et le venture capital américains ont joué un rôle important dans la formation des nouvelles technologies en Chine, d'entreprises chinoises (Alibaba, Tencent, Baidu). Pratiquement toutes ces sociétés technologiques et du web ont été financées par des américains venus en Chine. Elles sont devenues des géants aujourd'hui, concurrençant même Amazon, Facebook, etc. Finalement, à la suite de l'éclatement de la bulle d'Internet aujourd'hui au USA, il y a beaucoup d'argent qui s'accumule par exemple à la Silicon Valley, mais qui ne trouvent pas de *bons* projets de développement. Beaucoup sont donc venus en Chine, où nous avons vu depuis quelques années de nouvelles formes de l'économie de la participation : les vélos, les voitures de participation.... Les taxis sans chauffeurs ont été mis à disposition de la population locale en utilisant gratuitement ces taxis pour quelques jours à Pékin. Tous ces projets de développements par participation, sur les voitures ou les vélos, sont financés par les fonds d'investissement à risque américains. Ceci est la forme d'investissement privé dans l'émergence de nouvelles technologies en Chine.

En parallèle, il faudrait encourager le co-financement chinois-européens dans des projets de développement à l'étranger. Ces pays ont besoin d'investissements massifs dans les infrastructures. Pratiquement tous les pays sont membres du board de l'AIIB (banque de développement dans les infrastructures le long de la BRI) : la coopération est nécessaire. Elle ne finance pas toute seule ses projets, mais elle co-finance avec la Banque de développement de Chine et l'ADB. Les institutions financières chinoises sont très puissantes et l'Europe a des institutions financières européennes : elles peuvent travailler avec des institutions financières chinoises.

### **Thomas Mélonio**

Entre l'AFD et la banque de développement de Chine, nous essayons de trouver des projets que nous pourrions co-financer. Nous sommes actuellement dans un projet en instruction dans la baie de Dakar sur un projet de dépollution. Les banques mettent en place de l'une et de l'autres leurs procédures de passation de marché, bancaires d'achats. Cela montre des partenariats qui tirent tout le monde vers le haut.

La China Development Bank représente presque cinq fois la Banque Mondiale et cinquante fois plus que l'AFD - mais des collaborations sont à monter pour faire émerger de bons projets, ce qui est en outre intéressant dans le processus.

### **Raphaël Schoentgen**

Que peut-on dire sur le financement des infrastructures ? Et sur les technologies ? Comment voyez-vous le développement de ce nouveau capital venture, orienté climat ?

### **Brune Poirson**

C'est plutôt une bonne nouvelle, mais il faut s'assurer que l'argent aille au bon endroit. De plus en plus, un impact se développe, et cela permet de développer une dimension de moyen-terme dans une économie qui

est surtout basée sur le court-terme. Cela montre aussi aux Etats que des acteurs bougent, permettant de mettre une pression sur les acteurs institutionnels comme les banques centrales et/ou les gouvernements pour qu'ils changent leur régulation et façon de voir les choses. Cependant les États doivent conserver une certaine souveraineté sur les technologies qu'ils choisissent. Certains acteurs peuvent vouloir se substituer aux Etats. Il faut donc trouver un équilibre.

### **Raphaël Schoentgen**

Peut-on dire qu'aujourd'hui, chacun aura un bout de l'élément qui permettra de répondre aux besoins ? L'enjeu de la data est aujourd'hui considérable, des équations de standard chinois, américains et européens sont présents certes. Mais par rapport à l'enjeu climatique, des coopérations sont possibles et tout est à prendre.

### **Brune Poirson**

Il doit y avoir une grande différence entre ce que les experts pensent et ce que les politiques font. Par exemple sur les batteries, il y a typiquement peu de partage, et nous risquons de prendre du retard. C'est de plus beaucoup d'argent gaspillé qui pourrait être dépensé ailleurs, et nous risquons de ne pas avoir assez de volonté de collaborer à l'échelle internationale si nous instaurons une logique de compétition.

### **Ding Yifan**

Il est compliqué de jouer à la fois avec la concurrence, la souveraineté et la collaboration. Il existe un jeu de concurrence technologique entre l'Europe, la Chine et les États-Unis. Il faut cependant une coopération, nous ne pouvons tout faire tout seul, il faut au moins une espèce d'échanges d'idées pour que les technologies progressent.

La Chine, depuis ces deux dernières années, met l'accent sur le développement indépendant de ses nouvelles technologies suite à la position extravagante de l'administration Trump qui applique un blocus technologique vis-à-vis de la Chine. De même dans le domaine de la 5G, les États-Unis ont décidé de ne plus permettre la vente des produits chinois comme Huawei et ZTE. D'où le renforcement de l'investissement chinois dans ce domaine là pour ne pas être pris en otage par le gouvernement américain. Pour l'avenir, il y a toujours des marges de manœuvre de coopération entre l'Europe et la Chine. Contrairement aux Etats-Unis, on a du mal à imaginer qu'un jour, un dirigeant à la tête de l'UE puisse avoir un tel comportement. On espère qu'une administration Biden pourrait détendre un peu l'atmosphère, puisqu'auparavant la Chine et les Etats-Unis coopéraient beaucoup dans ce domaine.

La Chine a beaucoup appris des pays européens et des Etats-Unis depuis les années 1940, même si auparavant la Chine avait transféré beaucoup de technologies vers l'Europe. La Chine a envoyé des milliers d'étudiants en Europe et aux Etats-Unis pour apprendre des nouvelles technologies, ce qui a contribué à la force technologique en Chine et cela explique les progrès récents du pays. La science est toujours généreuse pour l'humanité et toujours une discipline ouverte à tout le monde : dans ce domaine, la Chine et l'Europe ne font pas exception et peuvent faire des efforts conjoints pour trouver des domaines de coopération.

### **Raphaël Schoentgen**

Récapitulatif des différents points abordés au cours de la discussion, de l'implication de la Chine dans la COP15 aux banques de développement en passant par la Belt & Road Initiative, pour finir sur le domaine de la technologie. La coopération entre l'UE et la Chine dans les domaines globaux comme le changement climatique est nécessaire et possible.